

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 63 (1922), p. 1-5

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1922__63__1_0

© Société de statistique de Paris, 1922, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 1. — JANVIER 1922

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1921

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. FRANÇOIS SIMIAND, PRÉSIDENT

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 1921

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

ÉLECTIONS

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

COMMUNICATION DE M. LE BARON MOURRE: « LES CRISES ET LEURS SIGNES CARACTÉRISTIQUES »

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. FRANÇOIS SIMIAND, PRÉSIDENT

La séance est ouverte à 21 heures sous la présidence de M. François SIMIAND.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 1921

M. le Président met aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 16 novembre 1921, inséré dans le Journal de décembre. Ce procès-verbal est adopté sans observations.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président annonce que les candidatures présentées dans la dernière séance n'ont soulevé aucune observation. En conséquence, MM. CORDELET, FACHAN et SALÈTES sont nommés membres titulaires.

D'autre part, M. le Président fait savoir qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes au titre de membres titulaires :

M. Henri BURTON, 4, rue Léopold-Robert (XIV^e), présenté par MM. FRAENKEL et BARRIOL.

M. ARRAGON, fondé de pouvoirs de la Banque Morgan, 14, place Vendôme (1^{er}), présenté par MM. SIMIAND et Roger PICARD.

M. Charles MARIE, docteur ès sciences, 9, rue de Bagneux (VI^e), présenté par MM. BOREL et GIRARD.

M. E. NOYEZ, directeur de la « Cote du Jour », présenté par MM. LANUSSE et BARRIOL.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

M. le Président déclare clos le scrutin pour le renouvellement partiel du Conseil pour 1922 et prie M^{lles} KAPLAN et PINSON et M. SALÈTES de procéder aux opérations de dépouillement.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages dont la liste sera insérée à la fin du Journal.

Il fait une mention spéciale de la *Revue de l'Institut de Sociologie* qui publie trois articles intéressants de MM. Villey, sur la crise du salariat, Van Genep, sur la classe rurale, et Rignano; il contient en outre une chronique du mouvement scientifique de l'excellent secrétaire général, M. WARNOTTE.

M. le Secrétaire général signale également deux beaux articles de M. MARCH : La méthode statistique en économie politique, et Les modes de mesure du mouvement général des prix.

Il met à la disposition des membres de la Société des exemplaires d'études sur les émissions du Crédit National et de la Ville de Paris de 1921, de MM. BARRIOL et BROCHU.

COMMUNICATION DE M. LE BARON MOURRE : « LES CRISES ET LEURS SIGNES CARACTÉRISTIQUES »

M. le Président donne la parole à M. le baron MOURRE pour le développement de sa communication, laquelle est insérée à la suite du présent procès-verbal.

M. le Président, après avoir remercié M. le baron MOURRE de l'exposé intéressant qu'il vient de faire, déclare la discussion ouverte.

M. YVES-GUYOT prend la parole en ces termes :

« Messieurs et chers collègues, j'ai demandé la parole au moment où M. le baron MOURRE disait qu'il ne parlerait pas de la crise de 1907, Je crois au contraire qu'il est utile d'en parler parce que les renseignements que nous avons sur ses origines sont très précis. Ils confirment, du reste, la théorie générale qu'a exposée M. MOURRE.

« D'après le *Poor's Manual of Railroads* de 1907, le capital des chemins de fer avait passé pendant l'année 1906 de 14 milliards 593 millions de dollars à 15 milliards 563 millions, soit une augmentation de 970 millions de dollars ou environ 5 milliards de francs. M. James Hill, du *Great Northern Railway*, réclamait 1 milliard de dollars par an, pendant cinq ans, pour les chemins de fer. Les grandes compagnies émettaient pour près de 400 millions de dollars d'obligations ou d'actions. Cette activité des chemins de fer avait provoqué des constructions et des agrandissements des usines. En même temps, on avait reconstruit San Francisco et bâti de gigantesques Skyscrapers. Les capitaux disponibles étaient épuisés. Le 16 mars 1907, il y eut une journée symptomatique à Wall Street : le marché se ferma devant les valeurs de chemins de fer; à partir du 1^{er} juillet il fut impossible d'en placer un titre. D'après le rapport de l'United States Steel corporation, à la fin de 1907, la diminution des ordres depuis décembre 1906 avait été constante : de 8.489.000 tonnes, ils tombaient à la fin de septembre à 6.425.000; au mois d'octobre, il avait éteint quinze hauts fourneaux. Baldwin, le grand constructeur de locomotives, avait licencié au mois d'octobre 8.000 ouvriers sur 18.000.

« Une trop grande absorption de capitaux circulants, devenus indisponibles par leur conversion en capitaux fixes, a été la cause de la crise de 1907. Les

autres causes n'ont été qu'accessoires. La suspension des paiements du Knickerbocker Trust, le 22 octobre, et la débâcle qui a suivi n'en ont été que l'effet.

« Il n'y a pas eu excès de production : il y a eu excès de consommation. Les capitaux circulants ont été immobilisés (1). Le capital fixe est un outil ; mais il ne rembourse pas tout son prix immédiatement. Il paie par les services qu'il rend, il contribue, s'il est utile, au développement de capitaux circulants et à la rapidité de la circulation sous toutes ses formes ; plus l'amortissement en est rapide et plus il devient un coefficient de progrès.

« Je dois dire que dès 1909, aux États-Unis la crise de 1907 était atténuée. Les Américains, en ce moment, construisent des cycles de divers genres. L'Alexander Hamilton Institute en a établi un, divisé en sept phases : la première commence par l'abondance des capitaux accumulés dans le marché des valeurs, d'où développement d'entreprise, augmentation des salaires, du prix de revient ; la septième phase se manifeste quand, le développement des entreprises étant arrêté, les capitaux se reconstituent, les fonds rentrent dans les banques et deviennent disponibles, avec une baisse du taux d'intérêt, pour recommencer la première phase du cycle.

« D'après les derniers bulletins, les États-Unis en sont à ce point. Donc, on y considère comme certaine la reprise des affaires. L'ajustement demandera cependant quelque temps parce que les salaires et les prix ne sont pas encore assez bas pour développer l'esprit d'entreprise, mais le dernier bulletin de l'Alexander Hamilton Institute conclut : il y aura une tendance plus ferme dans les affaires le printemps prochain avec un développement pendant la dernière partie de 1922 (2). »

M. René PUPIN fait part de ses observations personnelles et professionnelles. Il estime qu'on a tort de ne considérer l'état de crise que du jour où se produit la baisse et de laisser de côté toute la période de prospérité apparente qui précède.

Il cite le sucre qui, avant la guerre, valait 3 cents la livre ; pendant la guerre, il est monté à 5 ou 6 cents par suite de l'état congestible des transports. L'idée s'est répandue que l'on allait manquer de sucre. Il est monté alors à 21 et 22 cents, soit une augmentation de 600 % par rapport aux prix d'avant-guerre.

Comme le monde entier ne pouvait suivre cette progression, on a réduit la consommation et les prix se sont écrasés à 2 cents.

Cette crise était-elle due au déficit de production ? Pas du tout, car ce déficit atteignait seulement 8 à 10 % en considérant la production mondiale ; elle était due bien plutôt à la crise générale des transports.

Quant à la périodicité des crises, M. PUPIN reste sceptique. Il ne croit pas que les hommes se donnent rendez-vous à des dates fixes pour commettre les mêmes erreurs.

C'est plutôt une rencontre fortuite de faits et il ne pense pas qu'on puisse trouver des arguments scientifiques en faveur de cette thèse, même pour les crises agricoles.

Un fait qui doit également retenir l'attention, c'est la distinction entre la consommation apparente et la consommation réelle.

La première peut prendre des proportions inquiétantes ; par suite de la formation de stocks, la seconde est beaucoup plus stable, car chaque homme n'a qu'un estomac et qu'un budget.

Enfin, on peut remarquer que les producteurs sont les derniers à souffrir de la crise et que le consommateur est toujours le plus atteint.

(1) Voir YVES-GUYOT, *La Science économique* (toutes les éditions).

(2) Voir *Journal des Économistes*, décembre 1921 : « Prévisions américaines pour 1922 ».

M. le baron MOURRE déclare qu'il n'est ni pour ni contre la périodicité des crises, mais il a été frappé de la triennalité ou de la quadriennalité des crises. Il est vrai que quarante ans ne représentent pas un très grand laps de temps.

Il n'y a pas de crise de surproduction. La surproduction est un symptôme de la crise, comme dans la typhoïde où la fièvre n'est pas la cause de la crise, mais bien l'effet du développement du microbe.

Il y a quelque chose qui précède la surproduction : avant la crise tout le monde veut de la marchandise.

Le conférencier cite à ce sujet, à propos de la crise anglaise de 1837, un passage d'une adresse au Roi, établie par les commerçants de Birmingham.

M. DUFOURCQ-LAGELOUSE demande si M. le baron MOURRE a consulté en même temps que les variations du taux de l'escompte aux États-Unis, celles du prix de l'argent au jour le jour, car c'est un indice qui frappe le plus les banquiers.

M. le baron MOURRE répond qu'il a examiné le « call money », mais il a dû constater qu'il constitue un mauvais indice en raison de son extrême variabilité. Il saute facilement de 4 à 2 % pour remonter à 10 %.

M. DUFOURCQ-LAGELOUSE fait remarquer que précisément en 1907, la monnaie était rare, le pouvoir d'émission étant limité. On a manqué d'instruments de paiement et on a dû faire appel à l'Europe.

La rareté des instruments était telle que les petits billets de 1 dollar faisaient prime. Les grosses coupures étaient inutilisables.

M. YVES-GUYOT dit : A quelle époque de l'année ce manque de moyens de paiement ? Tous les ans, aux mois de septembre et octobre, il y avait une crise monétaire aux États-Unis. Les cultivateurs de l'Ouest avaient besoin de dollars pour payer les salaires des Italiens et autres immigrants qui travaillaient à la récolte, etc. De là un déplacement des fonds des banques de l'Est, New-York, etc., vers l'Ouest. Ce drainage faisait sentir ses effets jusque sur le marché de Londres.

M. Hubert BOURGIN demande à M. le baron MOURRE si l'on peut porter un jugement assez précis en qualifiant les crises : crises violentes, crises d'hésitation, par le nombre des indices concordants.

Peut-on dire qu'une crise est violente parce que dix sur douze des indices concordent ?

D'autre part, il y a des indices concordants, d'autres discordants.

Ont-ils tous la même valeur et ne devraient-ils pas être affectés d'un coefficient ? L'emploi de ces coefficients amènerait peut-être un changement dans la dénomination de la crise.

M. le baron MOURRE répond qu'il a employé une méthode simple et que, s'il fallait donner un coefficient à chaque indice, ce serait excessivement compliqué et peut-être pas plus exact.

Un statisticien américain, Babson, qui a fait une causerie à notre Société, a cru devoir affecter des coefficients à chaque indice ; il est arrivé, dans certains cas, à des conclusions contraires à la réalité des faits.

M. MOURRE a compté les indices à la majorité et il a remarqué, lors des crises légères, que certains indices allaient en sens contraire de la crise.

M. Hubert BOURGIN se demande si l'on ne pourrait pas, comme en médecine, arriver à dire que c'est tel organisme qui est attaqué au lieu de dire simplement qu'il y a dépression générale de l'organisme.

M. le baron MOURRE dit que la crise atteint toutes les parties de l'organisme.

En période normale, les indices sont en progression et il arrive que, dans les crises légères, certains indices continuent à progresser, mais moins que la normale.

M. le Président remercie les orateurs qui ont animé la discussion du très intéressant travail de M. le baron MOURRE.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

M. le Président remercie les scrutateurs : M^{lles} KAPLAN et PINSON et M. SA-LÈTES, et fait connaître que le dépouillement a donné les résultats suivants :

Votants : 155. Majorité absolue : 78. Ont obtenu :

MM. BOREL, Président pour 1922 : 154 voix.

Gaston ROULLEAU, vice-président pour 1922, 1923, 1924 : 154 voix.

SOUCHON, membre du Conseil pour 1922, 1923, 1924 : 154 voix.

André TRIGNART, membre du Conseil pour 1922, 1923, 1924 : 154 voix.

En conséquence, le Conseil de la Société de Statistique de Paris est ainsi composé pour 1922 :

Président : M. Émile BOREL.

Vice-présidents : MM. André LIESSE, Édouard GRUNER et Gaston ROULLEAU.

Secrétaire général : M. Alfred BARRIOL.

Trésorier-archiviste : M. Lucien PERQUEL.

Membres du Conseil : MM. les anciens Présidents de la Société, M. Paul MATRAT, trésorier-archiviste honoraire, membres de droit; MM. Charles RICHEL, Jules DAL PIAZ, Joseph GIRARD, Irénée BROCHU, SOUCHON et André TRIGNART, membres élus.

La séance est levée à 23 heures.

Le Secrétaire general,
A. BARRIOL.

Le Président,
SIMIAND.
